



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
8 mars 2002

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Quarante-cinquième session

Vienne, 11-15 mars 2002

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire*

Trafic et offre illicite de drogues: situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et rapports des organes subsidiaires de la Commission

Australie: projet de résolution

Mesures renforcées pour la coopération internationale en matière de contrôle des drogues illicites

La Commission des stupéfiants,

Préoccupée par l'accroissement de la fabrication, du trafic et de la consommation de stimulants de type amphétamine dans la région de l'Asie et du Pacifique,

Alarmée par la consommation croissante de stimulants de type amphétamine, en particulier parmi les jeunes,

Reconnaissant que pour relever le défi que constitue une répression efficace du trafic de drogues il faut une coopération internationale,

Craignant que l'accroissement rapide de la fabrication, du trafic et de l'abus de stimulants de type amphétamine ne complique encore les opérations de réduction de l'offre et n'augmente la nécessité d'une coopération internationale plus efficace entre services de répression,

Rappelant que les divers instruments conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹ et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée², ainsi

* E/CN.7/2002/1.

¹ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, Vienne, 25 novembre-20 décembre 1988, vol. I (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.XI.5).

² Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I.



que le Plan d'action contre la fabrication illicite, le trafic et l'abus des stimulants de type amphétamine et de leurs précurseurs³ et les mesures de contrôle des précurseurs⁴ adoptés par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire constituent des cadres utiles tant pour l'échange de renseignements que pour la conduite d'opérations conjointes,

Encouragée par l'esprit sincère de coopération dont font de plus en plus preuve les États Membres pour lutter ensemble contre le problème de la drogue, comme en témoigne la vingt-cinquième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Asie et Pacifique, tenue du 15 au 18 octobre 2001 à Sydney (Australie) sur le thème "Gagner la lutte commune contre la criminalité",

1. *Félicite* la vingt-cinquième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Asie et Pacifique, d'être convenue d'élaborer un plan coordonné de lutte contre la menace que représentent les stimulants de type amphétamine et de s'attaquer aux organisations criminelles transnationales responsables du commerce illicite de drogues dans la région;

2. *Note* que les principaux points du plan approuvé par la vingt-cinquième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Asie et Pacifique, concernent:

a) Le renforcement par la promulgation de lois et la délégation des pouvoirs nécessaires aux services compétents, des moyens d'enquête spécialisés pour enquêter efficacement sur les principaux acteurs de la sphère criminelle qui dirigent et financent le trafic de drogues;

b) L'application, au plan national, de mesures visant à prévenir le trafic et l'abus de nouvelles drogues telles que la kétamine et d'autres stimulants de type amphétamine, notamment en les plaçant sous contrôle national;

c) Le renforcement de la coopération opérationnelle, à l'échelon tant national que régional, afin de lutter contre les nouvelles tendances du trafic de stimulants et de leurs précurseurs;

d) La nomination d'officiers de liaison en matière de drogues dans les pays d'Asie et du Pacifique;

e) L'encouragement des législateurs à reconnaître le besoin de poser les fondements juridiques nécessaires à la conduite d'activités opérationnelles conjointes transfrontières;

3. *Est consciente* de l'importance d'une coopération internationale efficace dans la lutte contre le commerce mondial de drogues illicites et du besoin de poser les fondements juridiques nécessaires à la conduite d'activités opérationnelles conjointes transfrontières plus efficaces;

4. *Est favorable* à l'élaboration de principes directeurs sur les meilleures pratiques en matière d'échange de renseignements et de conduite d'opérations conjointes entre États Membres, principes devant être compatibles avec les conventions pertinentes des Nations Unies;

³ Résolution S-20/4 A de l'Assemblée générale.

⁴ Résolution S-20/4 B de l'Assemblée générale.

5. *Est favorable en outre* à la réalisation, par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, d'un inventaire des besoins de formation que les États Membres pourraient examiner afin d'aider les pays en développement à atteindre, en matière de répression, un niveau de compétence qui améliorerait la coopération lors d'opérations conjointes;

6. *Encourage* les États Membres à établir des programmes de coopération en matière de répression pour financer des programmes de formation et proposer des détachements et des échanges de courte durée aux agents des services de répression des États Membres chargés des opérations.
